ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Missions locales outre-mer

Question au Gouvernement n° 968

Texte de la question

MISSIONS LOCALES OUTRE-MER

Mme la présidente . La parole est à M. Frédéric Maillot.

M. Frédéric Maillot . Monsieur le ministre du travail, les missions locales sont inquiètes et tirent la sonnette d'alarme, notamment celles des pays d'outre-mer. Cette inquiétude est légitime, vous le savez, et grandit encore au vu de ce qui est annoncé, bien pire que ce qui a été touché par le budget de l'année dernière.

Petit rappel des indicateurs sociaux en ce qui concerne la jeunesse des pays d'outre-mer : les Neet – jeunes ni en emploi, ni en études ni en formation – sont 27 % en Guadeloupe ; le taux de chômage chez les jeunes s'élève à 20 % en Martinique ; la jeunesse pauvre représente 53 % de cette catégorie d'âge en Guyane ; le taux d'insertion n'est que de 13 % à Mayotte ; et La Réunion n'échappe pas à ses indicateurs. Voilà la réalité que vous tentez d'ignorer pour justifier votre politique qui est animée par un seul mot, « économies », que vous adressez toujours aux mêmes : les précaires, les modestes, la classe moyenne et maintenant la jeunesse. Un pays qui a de l'estime pour lui-même ne fait pas d'économies sur le dos de la jeunesse, au contraire, il la favorise. *(Applaudissements* sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe EcoS.) Or 13 % d'économies sur les missions locales, c'est 5 300 jeunes Réunionnais qui ne pourront pas être suivis par des conseillers, 44 postes de conseillers supprimés en plus des 25 de l'année dernière et des dispositifs qui vont disparaître, tels la Stratégie pauvreté, l'enveloppe des Parcours contractualisés vers l'emploi et l'autonomie et la diminution du nombre des contrats d'engagement jeunes.

Je me fais ici chambre d'écho et caisse de résonance des missions locales et de la jeunesse des outre-mer. Nous avons encore le moyen de rectifier le rabotage funeste qui signera la mise à mort sociale de 57 % des jeunes, ceux qui ont besoin de la mission locale pour trouver un emploi, financer leur permis ou encore devenir indépendants ! Quel message envoyez-vous en mettant au chômage ceux qui aident nos jeunes à ne pas être au chômage ? *(Applaudissements* sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.) Abandonnez votre triptyque « économies, économies, économies » au profit de celui que nous vous proposons : « jeunesse, émancipation, réussite ». (Mêmes mouvements.) Mais entre les milliardaires et la jeunesse, vous avez choisi les milliardaires ! Persisterez-vous dans la voie de ces économies à tout prix, quitte à condamner la jeunesse ? (Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre du travail et des solidarités.

M. Jean-Pierre Farandou, *ministre du travail et des solidarités .* Votre question me permet de réaffirmer tout le soutien que nous apportons au réseau des missions locales.

M. Emmanuel Maurel . C'est pour cela que vous leur enlevez des millions !

M. Jean-Pierre Farandou, *ministre .* Elles sont au nombre de 400 sur le territoire, assurent 6 800 points de contact et accueillent 1 million de jeunes par an, y compris bien sûr dans les territoires que vous avez plus particulièrement mentionnés. Elles existent depuis quarante ans et leur maillage est précieux. Je veux rendre hommage d'ailleurs aux élus locaux qui assument souvent la présidence de ces associations, aux conseillers ainsi qu'aux bénévoles qui aident à les faire fonctionner. Elles sont présentes dans les quartiers prioritaires et dans les territoires les plus difficiles.

Le contexte budgétaire, malheureusement, est là. Dès lors, nous avons été amenés, dans cette première version du budget – mais le débat aura lieu, il a déjà commencé –, à ajuster les crédits de fonctionnement à hauteur de 13 %. Le budget alloué aux missions locales reste tout de même à hauteur de plus d'un demi-milliard d'euros. On parle donc tout de même de chiffres très importants.

M. Emmanuel Maurel . Non, c'est une baisse !

M. Jean-Pierre Farandou, *ministre .* Je rappelle aussi que l'on est à 48 % d'argent public en plus engagé par rapport à 2019. Chacun peut donc mesurer l'effort fait par le gouvernement sur ces sujets.

S'agissant des contrats d'engagement jeunes, que les missions locales servent à conclure, j'indique que nous en avons prévu 270 000 l'an prochain. C'est donc un effort tout à fait important.

Ce qui vous a été remonté me l'a été aussi par d'autres canaux et je rencontrerai le président de l'Union nationale des missions locales, M. Valli, jeudi prochain.

M. Frédéric Maillot . Et les outre-mer ?

M. Jean-Pierre Farandou, *ministre .* Nous parlerons bien sûr des sujets que vous évoquez et aussi de la qualité des prestations et de l'accompagnement dans ses missions.

Comparé aux autres pays, le taux d'emploi des jeunes reste insuffisant dans le nôtre, vous avez raison. Comptez sur mon action au ministère du travail pour relever ce taux. *(Mmes Danielle Brulebois et Pauline Levasseur applaudissent.)*

Données clés

Auteur : M. Frédéric Maillot
Circonscription : Réunion (6e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 968
Rubrique : Outre-mer
Ministère interrogé : Travail et solidarités
Ministère attributaire : Travail et solidarités

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 6 novembre 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 novembre 2025